



Commission
européenne

EUROBAROMETRE STANDARD 100

L'opinion publique dans l'Union Européenne

Rapport national : FRANCE
Octobre – Novembre 2023



Cette enquête a été demandée et coordonnée par la Commission européenne, Direction générale de la communication.

Ce rapport a été produit pour la représentation de la Commission européenne en France.

Ce document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne. Les interprétations et les opinions qu'il contient sont uniquement celles des auteurs.

Eurobaromètre Standard – Automne 2023

L'opinion publique dans l'Union Européenne

Rapport national

Langue	FR PDF
Media/Volume	PDF/Volume_01
Catalogue number	NA-01-23-058-FR-N
ISBN	978-92-68-10098-1
ISSN	1977-3927
DOI	10.2775/009114

© Union Européenne, 2023

<https://www.europa.eu/eurobarometer>

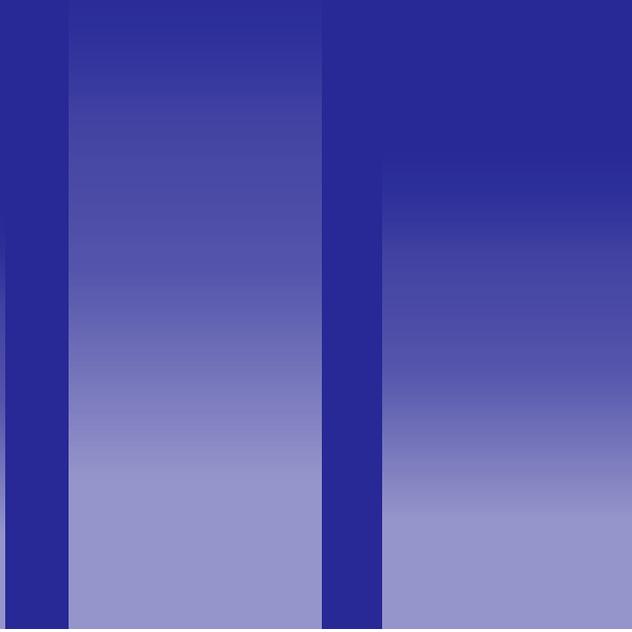
Photo credit: Getty Images

TABLE DES MATIERES

Introduction	4
Points clés	6
I. Des Français satisfaits de leur vie personnelle mais inquiets sur le plan collectif	8
II. L'image et l'attachement à l'Union européenne évoluent positivement	11
III. Une volonté de plus de politiques communes en Europe malgré des divisions sur la question migratoire	14
IV. Un soutien à l'Ukraine plébiscité et une politique en matière d'énergies renouvelables attendue	17
V. Une méconnaissance persistente des questions européennes et le sentiment d'être exposé aux fake news	19
Conclusion	21



Introduction



1 Introduction

Les enquêtes Eurobaromètre « Standard » sont réalisées deux fois par an, pour le compte de la Commission européenne. Elles sont menées dans les États membres de l'Union européenne. Dans chaque pays, un questionnaire est soumis à un échantillon représentatif de la population âgée de 15 ans ou plus.

Cette enquête « Eurobaromètre Standard 100 » a été réalisée en France du 23 octobre au 17 novembre 2023 par l'institut Verian (ex Kantar Public) auprès d'un échantillon représentatif de 1025 personnes, interrogé en face à face.

La précédente enquête Eurobaromètre Standard avait été conduite en mai et juin 2022 (EB99, printemps 2023). La période qui s'est écoulée entre ces deux enquêtes a été marquée par un contexte national et international pesant :

- L'attaque terroriste du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023 qui a généré de nombreuses réactions et polémiques au sein de la classe politique française.
- L'assassinat d'un professeur de Lettres, Dominique Bernard par un islamiste dans l'enceinte de son lycée à Arras, le 13 octobre 2023, soit quasiment 3 ans jour pour jour après l'assassinat, pour les mêmes motifs, d'un autre professeur, Samuel Paty.
- Une inflation toujours importante mais moins forte qu'au début de l'année 2023 : l'Insee a ainsi indiqué que l'inflation s'était élevée à 4 % alors qu'elle évoluait au-dessus de 5,5% entre juin 2022 et avril 2023.
- Le Sénat a adopté en première lecture le 14 novembre 2023 le projet de loi immigration proposé par le Gouvernement, après l'avoir durci. Ce texte a finalement été rejeté par l'Assemblée nationale le 11 décembre 2023.



Points clés

1 Des Français satisfaits de leur vie personnelle mais inquiets sur le plan collectif

- Les personnes interrogées sont majoritairement positives s'agissant de leur vie personnelle, mais plus pessimistes sur l'état de la société et de leur pays.
- L'inflation (44%) reste le sujet de préoccupation majeur en France devant l'insécurité (21%) et l'immigration (17%), qui progressent néanmoins fortement.

2 L'image et l'attachement à l'Union européenne évoluent positivement malgré des difficultés

- L'image de l'UE est stable (38% en ont une bonne image) et l'attachement à l'UE progresse (55%, + 2 points) même si le résultat pour la France reste en-deçà des voisins européens.
- L'Union européenne est mieux comprise (56%) et la volonté de sortir de l'UE est largement minoritaire (29%) dans l'opinion publique en France.
- La confiance accordée à l'Union européenne reste faible (35%). Son fonctionnement démocratique est d'ailleurs mis en cause par une majorité de répondants en France (47% se disent insatisfaits du fonctionnement de la démocratie au sein de l'UE).

3 Une volonté de plus de politiques communes en Europe mais des divisions sur la question migratoire

- La majorité des personnes interrogées (49%) se disent favorables à un renforcement des politiques communes sur de nombreux sujets.
- La question migratoire clive davantage et continue de faire débat en France.

4 Un soutien à l'Ukraine plébiscité et une politique en matière d'énergies renouvelables attendue

- Le soutien à l'Ukraine reste très largement majoritaire et les mesures prises par l'UE sont soutenues.
- Les répondants en France sont favorables à l'idée de réduire la dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie (79%), ainsi qu'au développement des énergies renouvelables (80%).

5 Une méconnaissance des questions européennes et exposition aux fake news

- Les médias traditionnels restent privilégiés, même si la confiance qui leur est accordée est faible.
- L'utilisation des réseaux sociaux progresse même si dans le même temps les fake news sont de plus en plus présentes et constatées (83%).



I. Des Français satisfaits de leur vie personnelle mais inquiets sur le plan collectif

1 Des Français satisfaits de leur vie personnelle mais inquiets sur le plan collectif

Les répondants en France se déclarent majoritairement satisfaits de leur vie personnelle (85%), en particulier les 15-24 ans (98% d'entre eux se déclarent satisfaits contre 79% pour les plus de 55 ans) ; et une très large majorité se déclare aussi satisfaite de leur vie quotidienne (84%) tout comme de la situation financière de leur foyer même si cela recule par rapport au printemps dernier (67%, - 3 points).

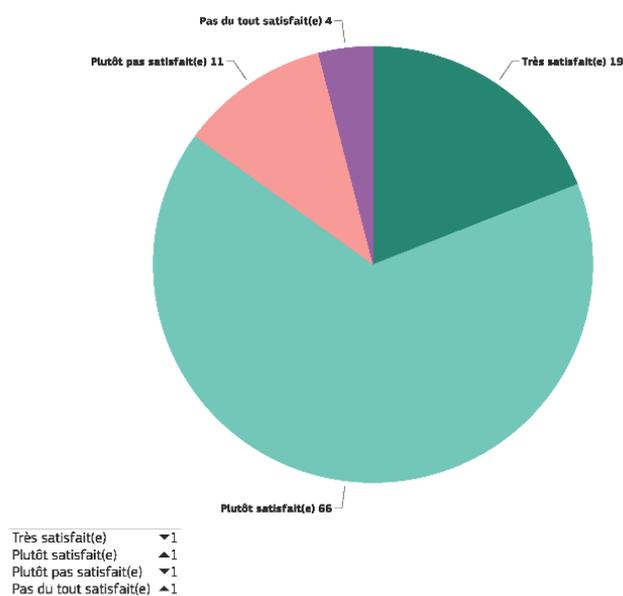
Ces taux élevés de satisfaction sur le plan personnel contrastent avec ceux concernant l'état de la société et du pays. 66% des répondants en France jugent en effet « mauvais » l'état du pays actuel, soit 10 points de plus que la moyenne européenne. Ce constat vaut notamment pour la situation économique du pays qui est jugée mauvaise pour 71% des personnes interrogées.

Si la confiance progresse de manière assez nette à l'égard du gouvernement (26%, +6 points) et du Parlement français (30%, +8 points), une très large majorité de répondants considère toujours que « les choses vont dans la mauvaise direction en France » (71%, -2 points). Ainsi, ils ne sont que 15% à anticiper une amélioration de la situation de la France dans les 12 prochains mois, contre 35% qui anticipent une dégradation et 46% aucun changement.

L'indice d'intérêt pour la politique, lui, reste stable (45% se déclarent intéressés).

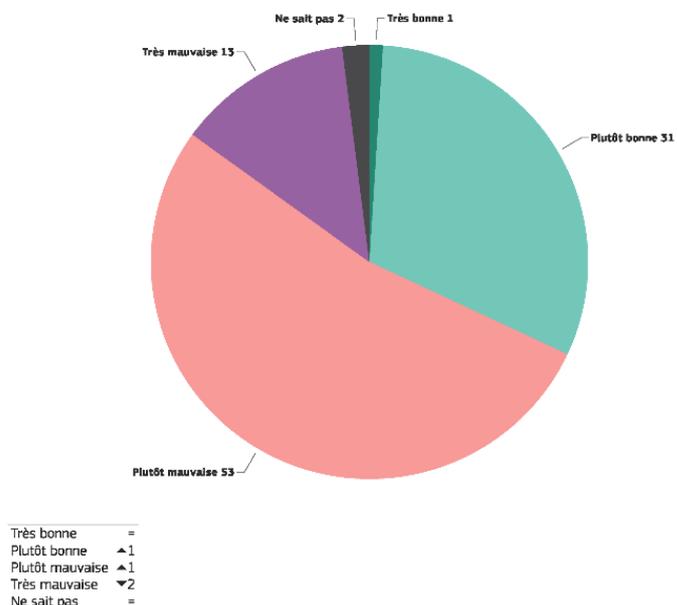
Enfin, les Français sont plus partagés sur le futur de l'Union européenne : 47% des répondants se déclarent optimistes et 49% se disent pessimistes. Les plus optimistes sont les 15-24 ans (61%).

D70. D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez ? (FR) (%)



▲▼ (ST100 oct/nov 2023 - ST99 mai/juin 2023)

QA1.1. Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? La situation en (NOTRE PAYS) en général (FR) (%)



▲▼ (ST100 oct/nov 2023 - ST99 mai/juin 2023)

Eurobaromètre Standard 100 Automne 2023

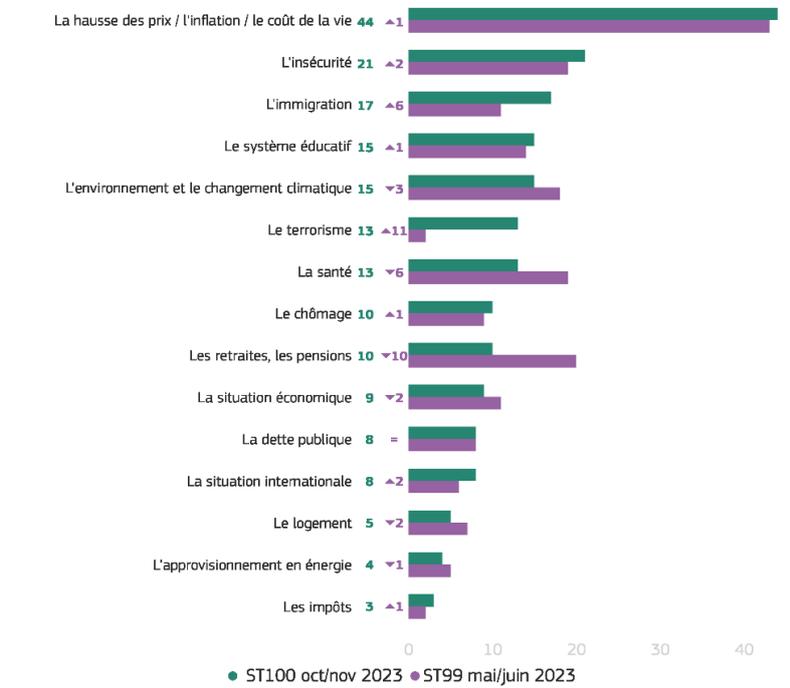
Les répondants en France restent en premier lieu fortement préoccupés par l'inflation (44%) qui supplante de manière très nette les autres sujets de préoccupation. Ce sujet, s'il est cité en premier par tous, est encore plus prégnant auprès des plus jeunes (52% auprès des 15-29 mais aussi des 25-39 ans). Un tiers des répondants (32%, + 4 points) estime par ailleurs que la situation financière de leur ménage est mauvaise.

Viennent ensuite l'insécurité (21%), l'immigration (17%), le système éducatif (15%, + 1 point), l'environnement et le changement climatique, qui recule légèrement (15%, -3 points), le terrorisme (13%) et la santé (13%).

Alors qu'un nouveau texte sur l'immigration a été présenté par le gouvernement au Parlement, l'immigration (+6 points, 17%) progresse nettement dans les préoccupations en France, tout comme le terrorisme dans un contexte marqué par l'attentat terroriste qui a eu lieu dans une école à Arras juste avant l'enquête (13%, +11 points). La préoccupation des Français sur l'insécurité progresse elle aussi mais dans une moindre mesure (+2 points, 21%). Sur ces trois sujets (et de manière encore plus nette sur les deux premiers), un profond clivage générationnel s'observe. Ainsi, si 12% des moins de 25 ans se disent préoccupés par le terrorisme, cela monte à 23% auprès des 75 ans et plus ; c'est 8% contre 27% pour l'immigration et 18% contre 27% pour l'insécurité.

Enfin, la réforme des retraites passée, le thème des retraites (-10 points, 10%) recule en même temps que celui de la santé (-6 points, 13%) par rapport au printemps dernier.

QA3. À votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ? (FR) (%)



ST100 oct/nov 2023



II. L'image et l'attachement à l'Union européenne évoluent positivement

2 L'image et l'attachement à l'Union européenne évoluent positivement

À moins d'un an des élections européennes de 2024, l'attachement des Français à l'Union européenne et à sa citoyenneté progresse : une majorité de répondants en France (55%, +2 points) se déclare attaché à l'Union européenne et près des deux tiers (62%, +4 points) se sentent citoyens européens, même s'il s'agit d'un niveau en deçà de la moyenne européenne (72%). Notons d'ailleurs que les 15-24 ans se déclarent légèrement plus attachés à l'Union européenne (63%) que la moyenne.

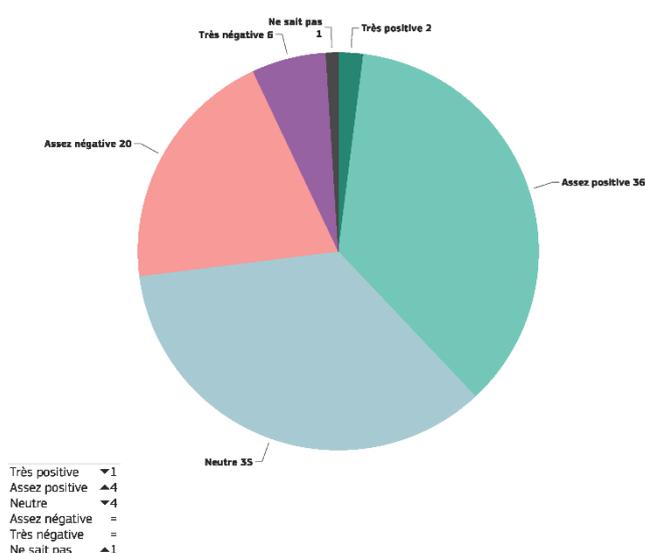
L'image de l'UE se consolide tout en restant mitigée et moins bonne que dans la moyenne des pays membres : 38% (+3 points) des répondants déclarent avoir une image positive de l'UE, contre 26% qui en ont une image négative.

L'Union européenne est également mieux comprise par les Français : 56% (+4 points) des répondants déclarent en effet comprendre le fonctionnement de l'UE. Une proportion qui s'élève même à 60% chez les 15-24 ans. La part de répondants affirmant qu'ils connaissent leurs droits en tant que citoyen européen progresse elle aussi (42%, +3 points), tout en restant encore minoritaire.

Au niveau politique, l'idée que la France pourrait faire mieux si elle était en dehors de l'Union européenne est minoritaire et en recul : 29% (-6 points) le pensent contre 60% qui considèrent que cela ne serait pas le cas. Si une partie de l'opinion demeure relativement critique vis-à-vis de l'Union européenne, l'appartenance de la France à l'Union européenne est donc de moins en moins remise en cause.

L'Union européenne continue d'incarner un lieu de stabilité pour 64% des personnes interrogées (+4 points). La paix est d'ailleurs le troisième item le plus associé à l'Union européenne (34%), derrière la liberté de circulation (46%) et l'euro (36%)

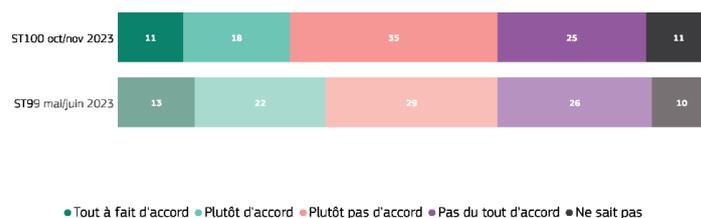
D78. En général, l'UE évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ? (FR) (%)



▲ (ST100 oct/nov 2023 - ST99 mai/juin 2023)

QA11. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes ? (%)

La France pourrait mieux faire face au futur si elle était en dehors de l'Union européenne



ST100 oct/nov 2023

Eurobaromètre Standard 100 Automne 2023

Des crispations s'observent néanmoins s'agissant du fonctionnement de la démocratie au sein de l'Union européenne.

Seuls 45% des répondants se disent en effet satisfaits du fonctionnement de la démocratie au sein de l'Union européenne contre 47% qui se déclarent insatisfaits.

Alors que les élections européennes de 2024 s'imminent petit à petit dans le débat public en France, l'élection des députés européens au suffrage universel par les citoyens de chaque État membre est connue par la moitié de la population française (51%). Plus d'un quart des répondants (28%) pensent qu'ils ne sont pas élus au suffrage universel, et 21% ne savent pas.

La confiance dans l'Union européenne reste également faible : seuls 35% des répondants en France ont confiance dans l'UE (contre 55% qui n'ont pas confiance), soit un niveau bien en deçà de la moyenne européenne (47%). Le Parlement européen est l'institution de l'UE la plus connue (90%) mais les répondants en France sont partagés sur l'opinion qu'ils en ont : 41% des répondants déclarent n'avoir « pas confiance » en lui et 40% « confiance ». Le taux de confiance dans la Commission européenne est également faible : 35% (-2 points) des répondants en France déclarent avoir confiance dans la Commission européenne, contre 46% au niveau européen.

En outre, seul un tiers des répondants en France (34%) pense que leur voix compte dans l'Union européenne, contre 43% pour l'ensemble des citoyens de l'UE.



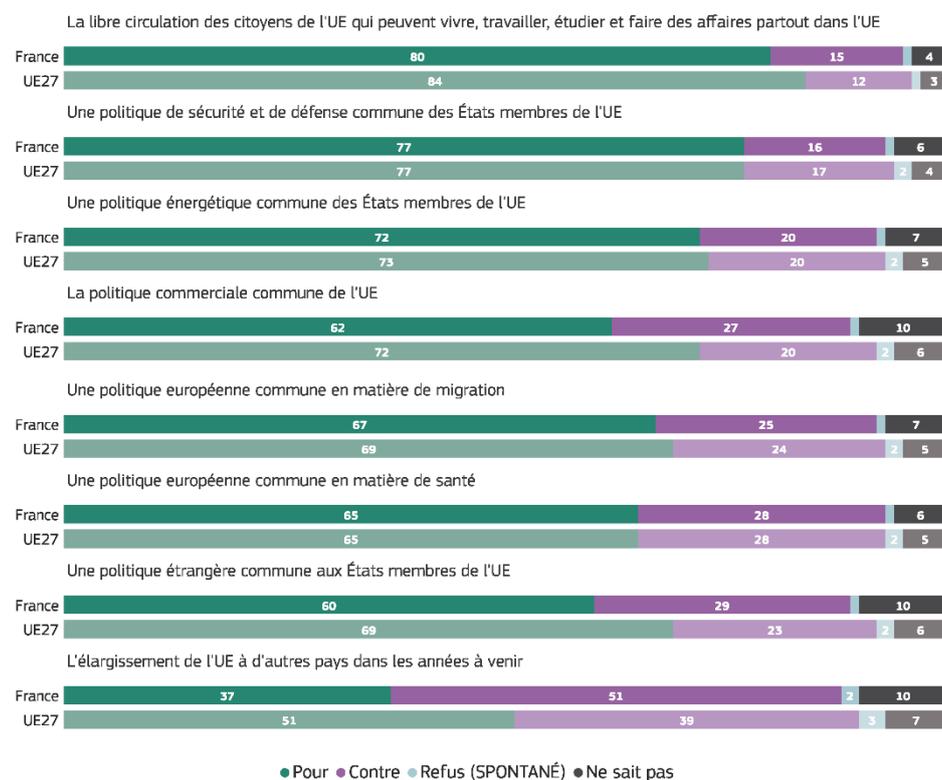
III. Une volonté de plus de politiques communes en Europe malgré des divisions sur la question migratoire

3 Une volonté de plus de politiques communes en Europe malgré des divisions sur la question migratoire

Les répondants en France sont plutôt favorables à ce que davantage de décisions soient prises au niveau européen (49% sont d'accord et 41% y sont opposés). Dans le détail, ils sont favorables à plus de politiques communes en matière de défense (77%), de politique énergétique (72%), d'immigration (67%), de santé (65%), de commerce (62%) et de politique étrangère (60%).

Les répondants en France sont également favorables à une taxe sur les géants du numériques (85%, +4 points), à la libre circulation des personnes (80%) et à l'euro (77%, +6 points). La sortie de la France de la zone euro a d'ailleurs presque disparu du débat public en France.

QB2. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. (%)



ST100 oct/nov 2023

Les répondants en France perçoivent positivement l'immigration venant de pays membres de l'UE (60%) mais sont en revanche plus partagés sur l'immigration de personnes venant de pays non-membres (42% d'opinion positive, 49% d'opinion négative).

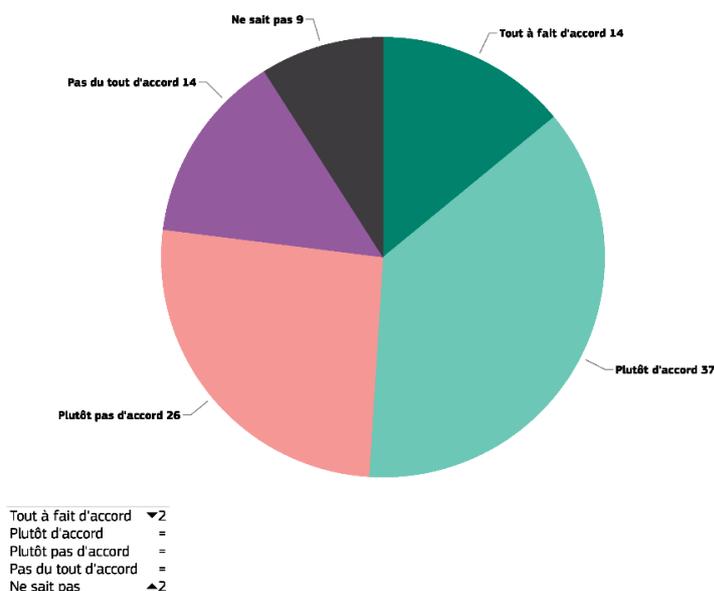
On observe néanmoins un important gap générationnel sur cette question : 67% des 15-24 ans ont un sentiment positif envers l'immigration de personnes venant de pays non-membres, contre seulement 33% des plus de 55 ans.

Ce rejet de l'immigration extra-européenne est d'autant plus net quand elle est illégale : 71% (+4 points) des répondants en France sont favorables à plus de gardes-frontières aux portes de l'UE. L'aide aux réfugiés (65%, -3 points) reste

néanmoins soutenue par une majorité de répondants en France.

De plus, l'apport des immigrés continue de faire débat et de diviser la société française : 51% des répondants (-2 points) pensent que les immigrés contribuent positivement à la France et 40% ne sont pas d'accord avec cette affirmation. Les 15-24 ans sont 69% à déclarer que les immigrés contribuent positivement à la France, contre 46% chez les plus de 55 ans.

QB8.1. Pour chacune des propositions suivantes, veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord.: Les immigrés contribuent positivement à (NOTRE PAYS) (FR) (%)



▲▼ (ST100 oct/nov 2023 - ST99 mai/juin 2023)



IV. Un soutien à l'Ukraine plébiscité et une politique en matière d'énergies renouvelables attendue

4 Un soutien à l'Ukraine plébiscité et une politique en matière d'énergies renouvelables attendue

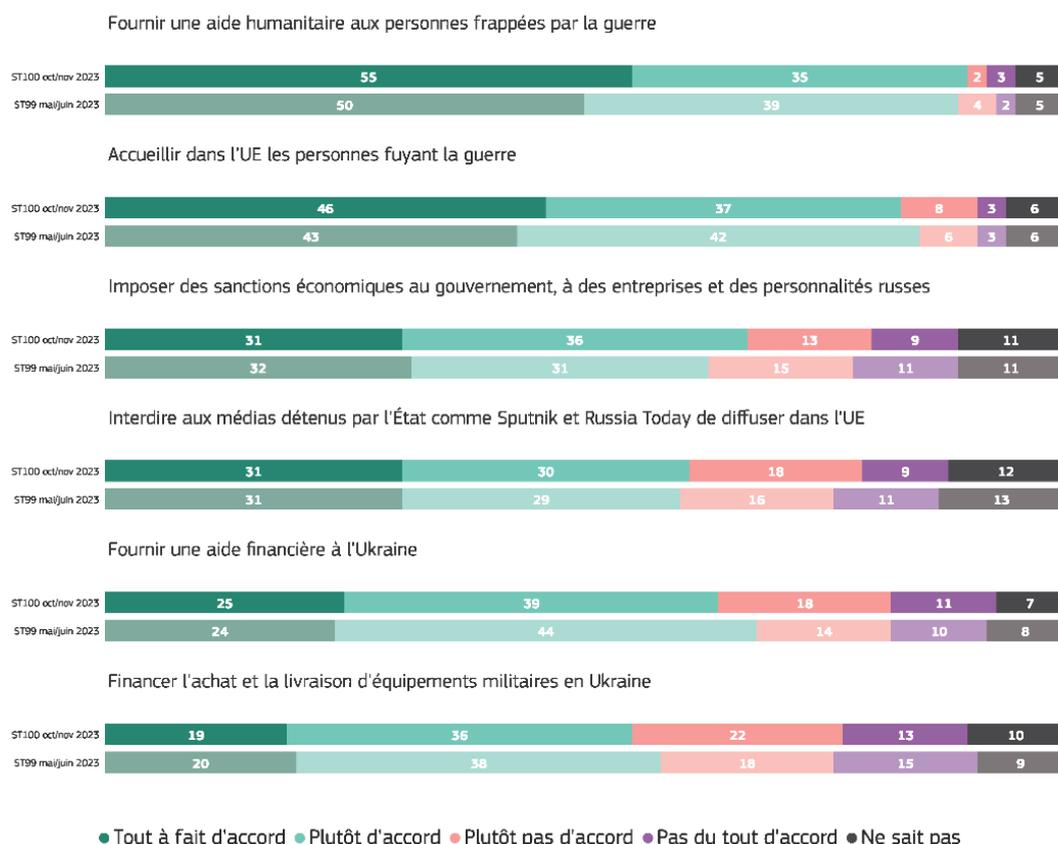
Un an et demi après le début de la guerre en Ukraine, la moitié des répondants en France (49%, + 2 points) se dit satisfait de la réponse de l'Union européenne à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cette invasion est par ailleurs perçue comme une menace pour la sécurité de l'UE par 70% des répondants français.

Parmi les mesures prises, les plus soutenues sont l'aide humanitaire aux ukrainiens (90%, + 1 point), l'accueil de réfugiés ukrainiens (83%, - 2 points), l'imposition de sanctions économiques contre la Russie (67%, + 4 points) et l'aide financière à l'Ukraine (64%, - 4 points). En revanche, les livraisons d'armes (55%, - 3 points) et le statut de candidat à l'UE accordé à l'Ukraine (54%, - 3 points) partagent davantage l'opinion.

En matière énergétique, les répondants en France soutiennent massivement une réduction de la dépendance vis-à-vis de la Russie (79%, + 2 points) et sont favorables aux investissements européens dans les énergies renouvelables (80%, - 1 point). De plus, 83% (+ 2 points) des répondants en France ont pris des mesures pour réduire leur consommation énergétique.

Sur les conséquences de la guerre en Ukraine, un Français sur deux (52%, - 1 point) pense que la guerre a eu de graves conséquences financières pour eux personnellement. Le lien entre guerre en Ukraine et inflation semble donc durable au sein de l'opinion.

QD2. L'UE a adopté une série de mesures en représailles à l'invasion russe de l'Ukraine. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des mesures prises ? (FR) (%)



ST100 oct/nov 2023



V. Méconnaissance des questions européennes et exposition aux fake news

6 Méconnaissance des questions européennes et exposition aux fake news

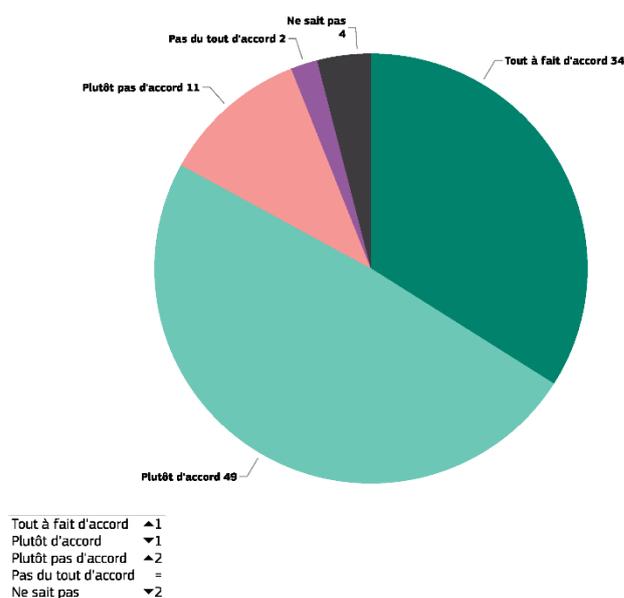
La politique européenne reste majoritairement mal connue par la population française : deux tiers des répondants (68%) se déclarent mal informés sur les questions européennes.

Pour chercher des informations relatives aux questions européennes, la moitié des Français (52%) déclarent se tourner vers les médias traditionnels. Les Français sont partagés sur la confiance qu'ils accordent aux médias : seuls 48% pensent que l'information qui en émane est fiable.

À propos des réseaux sociaux, 58% des Français pensent qu'ils permettent de rester au courant des actualités politiques même si 66% de la population pense que les informations politiques ne sont pas fiables sur les réseaux sociaux.

Enfin, 83% des Français ont déjà été exposés à des « fausses nouvelles » ()), mais seulement 53% se déclarent capables d'identifier une information erronée.

QE8.1. Êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes ? : Il vous arrive souvent de lire ou entendre des nouvelles ou des informations qui, selon vous, déforment la réalité ou sont même fausses (FR) (%)



▲▼ (ST100 oct/nov 2023 - ST98 jan/ fév 2023)

Conclusion

Dans un contexte international complexe, l'attachement à l'Union européenne, qui est pour beaucoup synonyme de paix, progresse tandis qu'une majorité de répondants en France souhaite davantage de politiques communes au sein de l'Union européenne. Une volonté qui ne semble pas être diminuée par le constat largement partagé d'une difficulté à faire entendre sa voix au sein de l'Union européenne et d'un fonctionnement démocratique qui n'est pas jugée satisfaisant.

L'immigration progresse dans les préoccupations des répondants, or c'est un sujet clivant avec une nette distinction qui est faite en termes d'acceptabilité entre immigration intra-européenne et extra-européenne, la première étant relativement acceptée quand la seconde l'est beaucoup moins, d'où le souhait majoritaire de voir plus de gardes aux frontières européennes.